

**Dominique TIAN**

*Bouches-du-Rhône (2<sup>ème</sup> circonscription)  
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (n° 4) [4 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [J.O. du 31 juillet 2007]

Membre suppléant du conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie [J.O. des 2 août 2007 et 16 avril 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [J.O. du 20 novembre 2007]

Rapporteur du projet de loi relatif à la réforme du service public de l'emploi (n° 487) [5 décembre 2007]

Rapporteur du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi (n° 578) [5 décembre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi [J.O. du 26 janvier 2008]

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi [31 janvier 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modernisation du marché du travail [J.O. des 22 et 23 mai 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi [J.O. des 23 et 24 juillet 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [J.O. du 24 juillet 2008]

**DÉPÔTS**

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les articles 1<sup>er</sup> et 8 à 11 du projet de loi, après déclaration d'urgence, en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (n° 4) [4 juillet 2007] (n° 61)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi (n° 578) [15 janvier 2008] (n° 600)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi [30 janvier 2008] (n° 661)

**INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**

*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Emploi. ANPE et UNEDIC, fusion, conséquences [12 décembre 2007] (p. 5262)

Travail. Heures supplémentaires. Réforme [21 mai 2008] (p. 2246)

*DÉBATS*

**Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)**

Son intervention (p. 1645)

*Thèmes :*

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : minima sociaux (p. 1646)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1645 et s.)

**Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)**

*Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)*

Ses interventions (p. 1753 et s.)

Son sous-amendement n° 473 à l'adt n° 34 de la commission (p. 1753) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 1754)

*Article 8 (expérimentation du revenu de solidarité active)*

Son intervention (p. 2063)

*Après l'article 8*

Intervient sur l'adt n° 440 de Mme Martine Billard (contrats de travail à temps partiel lorsque leur proportion dans l'entreprise est supérieure à un taux fixé par décret : institution d'une contribution de précarité affectée au fonds de solidarité pour l'emploi) (p. 2064)

*Article 9 (expérimentation du revenu de solidarité active)*

Ses interventions (p. 2066 et s.)

Son amendement n° 338 (p. 2069) : adopté (p. 2070)

*Article 10 (expérimentation du revenu de solidarité active)*

Ses interventions (p. 2071 et s.)

Son amendement n° 339 : adopté (p. 2073)

*Après l'article 11*

Intervient sur l'adt n° 466 de M. Michel Liebgott (négociations collectives salariales de branche et dans les entreprises dès septembre 2007) (p. 2077)

## EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1er août 2007] (p. 2612)**

Son intervention (p. 2621)

*Thèmes :*

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : départements (p. 2621 et s.)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 2621)

**Projet de loi n° 171 relatif à la lutte contre la corruption**

## PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [10 octobre 2007] (p. 2684)**

Son intervention (p. 2695)

*Thèmes :*

Droit pénal : corruption : législation (p. 2695)

Syndicats : financement (p. 2695)

**Discussion des articles [10 octobre 2007] (p. 2699)***Article 1er (corruption et trafic d'influence concernant les agents publics et les magistrats et personnes exerçant une fonction juridictionnelle en France)*

Son amendement n° 11 (p. 2701)

*Article 5 (utilisation des nouvelles mesures de surveillance, d'infiltration et de sonorisation en matière de corruption)*

Son amendement n° 12 (p. 2705)

**Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008**

## PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)**

Son intervention (p. 3121)

*Thèmes :*

Assurance maladie maternité : généralités : gestion (p. 3122)

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 3121)

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 3121)

Etablissements de santé : hôpitaux : tarification à l'activité (T2A) (p. 3122)

Politique sociale : fraude (p. 3122)

Retraites : généralités : préretraites (p. 3121)

Sécurité sociale : Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES) (p. 3121)

Sécurité sociale : déficit (p. 3121)

**Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)***Avant l'article 9*

Son amendement n° 549 rectifié (réintégration dans l'assiette des allègements de cotisations sociales patronales de la rémunération du temps de pause et d'habillage) (p. 3243) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 3245)

Son sous-amendement n° 649 (réduction du taux de contribution patronale) à l'adt n° 12 deuxième rectification de la commission (contributions patronale et salariale sur les stock-options et les

attributions gratuites d'actions) (p. 3251) : rejeté (p. 3256)

Son sous-amendement n° 650 rectifié (de conséquence) à l'adt n° 12 deuxième rectification de la commission (p. 3251) : rejeté (p. 3256)

*Article 10 (prélèvement social sur les préretraites et les indemnités de mise à la retraite)*

Son intervention (p. 3280)

Ses amendements n°s 545 et 547 (p. 3282 et s.)

*Article 13 (expérimentation relative à la création de cotisations forfaitaires de sécurité sociale pour les petites activités dans les quartiers défavorisés)*

Ses interventions (p. 3294 et s.)

*Article 15 (aménagement de l'assiette de la contribution sociale de solidarité des sociétés)*

Son amendement n° 551 (p. 3304)

*Après l'article 16*

Son amendement n° 550 (versement sur un plan d'épargne retraite des sommes issues d'un compte épargne-temps : exonérations fiscale et sociale) : retiré (p. 3307)

*Après l'article 23*

Son amendement n° 555 (institution d'une procédure d'alerte sur l'évolution de la dette sociale) : retiré (p. 3319)

*Article 25 (modifications de la procédure d'alerte et des modalités d'entrée en vigueur des accords conventionnels prévoyant des revalorisations tarifaires)*

Ses amendements n°s 556, 557 et 558 rectifié (p. 3323, 3326, 3329)

*Article 42 précédemment réservé (dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité - T2A - aux établissements de santé)*

Son intervention (p. 3451)

Ses amendements n°s 584, 585, 574, 586 rectifié, 579, 589, 582 et 577 (p. 3454 et s.)

*Après l'article 42*

Son amendement n° 593 précédemment réservé (représentation des organismes d'assurance-maladie complémentaire au sein du conseil de l'hospitalisation et de l'observatoire économique de l'hospitalisation publique et privée) : rejeté (p. 3465)

Son amendement n° 592 précédemment réservé (intégration de l'évolution prévisionnelle des activités de psychiatrie et de soins de suite ou de réadaptation exercées par les établissements de santé privés dans l'objectif quantifié national) : rejeté (p. 3466)

Son amendement n° 587 précédemment réservé (rapport au Parlement sur l'expérimentation de la tarification à l'activité en psychiatrie) : adopté (p. 3466)

Son amendement n° 588 précédemment réservé (mise en oeuvre de la tarification à l'activité proprement dite en psychiatrie) : rejeté (p. 3466)

*Après l'article 44*

Son amendement n° 594 précédemment réservé (modalités d'application des pénalités en cas de dépassement des objectifs quantifiés déterminés par les schémas régionaux d'organisation sanitaire) : retiré (p. 3469)

*Après l'article 63*

Son amendement n° 597 (conditions de remboursement des frais d'hospitalisation en établissements privés) : rejeté (p. 3489)

*Après l'article 66*

Son amendement n° 578 rectifié (information de l'organisme d'assurance maladie complémentaire de l'existence d'une procédure en cours de répression d'une fraude) (p. 3496) : adopté (p. 3497)

*Article 67 (simplification du mode de renseignement des ressources)*

Son intervention (p. 3498)

*Après l'article 67*

Intervient sur l'adt n° 362 de Mme Valérie Boyer (conditions d'évaluation d'un avantage en nature consistant en l'occupation d'un logement) (p. 3498)

Son amendement n° 567 (possibilité pour les caisses d'allocations familiales d'effectuer des contrôles inopinés au domicile d'un allocataire dans le cadre de la lutte contre la fraude) : retiré (p. 3499)

Intervient sur l'adt n° 643 rectifié de la commission (expérimentation d'un dispositif de suspension des prestations en cas de fraude) (p. 3500)

Son amendement n° 568 (nombre minimal de contrôles sur pièces ou à domicile réalisés par les caisses d'allocations familiales) (p. 3499) : retiré (p. 3500)

Son amendement n° 569 (présentation de pièces justificatives pour l'octroi de l'allocation de parent isolé) : retiré (p. 3500)

Son amendement n° 570 (suspension des prestations en cas de fraude avérée à l'encontre d'une caisse d'allocations familiales) (p. 3500) : devenu sans objet (p. 3501)

Son amendement n° 571 (accès du contrôle interne aux dossiers confidentiels de l'assurance maladie) : retiré (p. 3501)

Son amendement n° 572 (remplacement de la déclaration sur l'honneur par la transmission de données fiscales) : retiré (p. 3501)

Intervient sur l'adt n° 686 du Gouvernement (justification de l'inscription des étudiants demandeurs d'une aide au logement) (p. 3502)

Son amendement n° 581 (présentation d'une copie du bail à l'appui d'une demande d'aide au logement) (p. 3501) : adopté (p. 3502)

Son amendement n° 583 (justification de l'inscription des étudiants demandeurs d'une aide au logement) : devenu sans objet (p. 3502)

*Après l'article 72*

Son amendement n° 553 (rapport au Parlement sur les conséquences financières pour la sécurité sociale du taux de cotisation des employeurs publics) : adopté après modification (p. 3506)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE  
PARITAIRE

**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 novembre 2007] (p. 4493)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4497)

Son intervention (p. 4507)

*Thèmes :*

Assurance maladie maternité : prestations : forfait hospitalier (p. 4508)

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 4497)

Etablissements de santé : tarification à l'activité (T2A) (p. 4507)

Politique sociale : fraude (p. 4508)

Professions de santé : médecins : installation (p. 4508)

Santé : cancer (p. 4497, 4508)

Santé : maladie d'Alzheimer (p. 4497, 4508)

Santé : soins palliatifs (p. 4497, 4508)

Sécurité sociale : contribution sur les stock-options (p. 4497, 4508)

**Explications de vote et vote [22 novembre 2007] (p. 4513)**

Ses explications de vote (p. 4513)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4514)

**Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi**

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 398, 431)**

Son intervention (p. 401)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 407)

*Thèmes :*

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 402 et s.)

Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 402 et s.)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 401 et s.)

Emploi : chômage (p. 402)

Emploi : Conseil national de l'emploi (p. 402)

Politique sociale : fraude (p. 403)

Secteur public : services publics : emploi (p. 401 et s., 407)

Sécurité sociale : Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF) (p. 403)

**Discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 447) ; [23 janvier 2008] (p. 478, 507)**

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 450 à 545)

*Article 1er (création d'un Conseil national de l'emploi)*

Ses interventions (p. 451 et s.)

Son amendement n° 280 : adopté (p. 460)

*Article 2 (création d'une nouvelle institution issue de la fusion de l'ANPE et du réseau opérationnel de l'assurance chômage)*

Ses interventions (p. 483 et s., 497 et s.)

Son amendement n° 255 : adopté (p. 490)

*Après l'article 2*

Intervient sur le sous-adt n° 290 rectifié de la commission (actions de sensibilisation aux discriminations) à l'adt n° 103 de M. Jean-Paul Anciaux (missions des maisons de l'emploi) (p. 508)

*Article 3 (conséquences de la création de la nouvelle institution nationale sur l'organisation du régime de l'assurance chômage)*

Ses interventions (p. 513 et s.)

Ses amendements n°s 258 et 256 (p. 513 et s.) : adoptés (p. 514)

*Article 4 (transfert de recouvrement des cotisations d'assurance chômage aux URSSAF)*

Ses interventions (p. 519 et s.)

Ses amendements n°s 260 à 262 : adoptés (p. 519, 521)

*Article 5 (instance provisoire de préfiguration)*

Ses interventions (p. 523 et s.)

*Article 6 (mesures transitoires en matière de statuts des personnels)*

Ses interventions (p. 525 et s.)

Ses amendements n<sup>os</sup> 264 et 265 : adoptés (p. 526)

*Article 7 (modalités du transfert ou de la mise à disposition des biens)*

Ses interventions (p. 530 et s.)

Son amendement n<sup>o</sup> 266 (p. 530) : adopté (p. 531)

*Article 8 (date de création de la nouvelle institution issue de la fusion de l'ANPE et des réseaux opérationnels de l'assurance chômage)*

Son intervention (p. 531)

*Après l'article 8*

Intervient sur l'adt n<sup>o</sup> 46 de la commission (prorogation de l'expérimentation du contrat de transition professionnelle) (p. 533)

*Après l'article 8 ter*

Intervient sur l'adt n<sup>o</sup> 48 de la commission (sanctions pénales à l'encontre des organisateurs de fraudes à l'assurance chômage) (p. 538)

*Article 9 (répartition des compétences entre les différentes institutions du service public de l'emploi)*

Ses interventions (p. 538 et s.)

Ses amendements n<sup>os</sup> 257, 283, 259 et 284 : adoptés (p. 538 et s.)

*Article 11 (transposition dans le nouveau code du travail des mesures relatives aux compétences respectives du Conseil national de l'emploi, de la nouvelle institution et de l'UNEDIC)*

Ses interventions (p. 540 et s.)

Ses amendements n<sup>os</sup> 282, 270, 285 et 286 : adoptés (p. 540 et s.)

Son amendement n<sup>o</sup> 275 : adopté après modification (p. 541)

Ses amendements n<sup>os</sup> 281, 276, 277, 271, 278 et 279 : adoptés (p. 541 et s.)

*Article 12 (transposition dans le nouveau code du travail des mesures relatives au transfert du recouvrement des cotisations d'assurance chômage aux Ursaff)*

Ses interventions (p. 543 et s.)

Ses amendements n<sup>os</sup> 273 et 274 : adoptés (p. 543 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE  
PARITAIRE

**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [31 janvier 2008] (p. 670)**

Son intervention (p. 670)

*Thèmes :*

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 671)

Chômage : indemnisation : bénéficiaires (p. 671)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 671)

Emploi : maisons de l'emploi (p. 670 et s.)

Emploi : UNEDIC (p. 671)

Politique sociale : fraude (p. 671)

**Projet de loi n<sup>o</sup> 743 portant modernisation du marché du travail**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1569, 1601)**

Son intervention (p. 1597)

*Thèmes :*

Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 1597)

Travail : code du travail (p. 1597)

Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 1597)

Travail : contrats à durée déterminée (p. 1597)

Travail : contrats à durée indéterminée (p. 1597)

Travail : licenciements (p. 1597)

**Discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1608) ; [16 avril 2008] (p. 1643, 1673)**

*Article 2 (création d'une période d'essai interprofessionnelle)*

Son intervention (p. 1622)

Ses amendements n<sup>os</sup> 154 et 155 rectifié (p. 1645)

*Article 4 (encadrement et sécurisation des licenciements)*

Son intervention (p. 1649)

Son amendement n<sup>o</sup> 83 (p. 1659)

*Article 5 (création d'une procédure de rupture conventionnelle du contrat de travail)*

Son amendement n<sup>o</sup> 156 (p. 1675) : adopté après modification (p. 1676)

Son amendement n<sup>o</sup> 84 (p. 1676)

*Article 6 (création d'un contrat de travail dont le terme est déterminé par la réalisation d'un objet défini)*

Son intervention (p. 1680)

Ses amendements n<sup>os</sup> 157 et 158 (p. 1683, 1685)

*Article 8 (définition et organisation du portage salarial)*

Ses amendements n<sup>os</sup> 86, 87, 90 et 88 (p. 1689 et s.)

*Article 9 (abrogation du contrat nouvelles embauches -CNE- et requalification des contrats en cours)*

Son intervention (p. 1690)

Son amendement n<sup>o</sup> 89 (p. 1694)

Son sous-amendement n<sup>o</sup> 162 à l'adt n<sup>o</sup> 160 de M. Francis Vercaemer (p. 1695) : adopté (p. 1697)

**Projet de loi constitutionnelle n<sup>o</sup> 820 de modernisation des institutions de la V<sup>e</sup> République**

## PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)**

*Article 9 (missions et composition du Parlement)*

Ses amendements n<sup>os</sup> 269 et 271 (p. 2462 et s.)

**Projet de loi n<sup>o</sup> 907 portant réforme portuaire**

## PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3510, 3541)**

Son intervention (p. 3542)

*Thèmes :*

Transports par eau : manutention portuaire : réforme (p. 3542)

Transports par eau : ports maritimes : compétitivité (p. 3542)

Transports par eau : ports maritimes : gouvernance (p. 3542)

**Projet de loi n<sup>o</sup> 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail**

## PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [1<sup>er</sup> juillet 2008] (p. 4079, 4105)**

Son intervention (p. 4117)

*Thèmes :*

Entreprises : contributions patronales (p. 4117)

Entreprises : sous-traitance (p. 4117)

Syndicats : représentativité (p. 4118)

Travail : durée du travail (p. 4117)

**Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)**

*Article 3 (modalités des élections professionnelles)*

Son sous-amendement n<sup>o</sup> 230 à l'adt n<sup>o</sup> 26 rectifié de la commission (p. 4163)

Ses sous-amendements n<sup>os</sup> 232 et 233 à l'adt n<sup>o</sup> 26 rectifié de la commission (p. 4163)

*Article 8 (ressources et moyens des organisations syndicales et professionnelles)*

Son amendement n<sup>o</sup> 199 (p. 4184)

*Article 9 (date limite de première mesure de l'audience au niveau des branches et au niveau national et interprofessionnel et règles transitoires de représentativité aux différents niveaux du dialogue social)*

Son amendement n<sup>o</sup> 200 (p. 4187)

*Article 17 (conventions individuelles de forfait)*

Son amendement n<sup>o</sup> 203 (p. 4344)

**Projet de loi n<sup>o</sup> 1005 relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi**

## PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [16 juillet 2008] (p. 4689) ; [17 juillet 2008] (p. 4727)**

Son intervention (p. 4716)

*Thèmes :*

Chômage : indemnisation : allocations (p. 4716 et s.)

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 4716)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 4716)

Emploi : chômeurs (p. 4716 et s.)

**Projet de loi n<sup>o</sup> 1096 en faveur des revenus du travail**

## PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) [25 septembre 2008] (p. 5114)**

*Après l'article 1er*

Son amendement n<sup>o</sup> 12 (accord d'intéressement "unilatéral" à l'initiative de l'employeur dans les

entreprises de moins de cinquante salariés) (p. 5024) : rejeté (p. 5025)

*Après l'article 2*

Son amendement n° 13 rectifié (extension de la participation des chefs d'entreprise et de leurs conjoints aux entreprises de 101 à 500 salariés) (p. 5114) : retiré (p. 5115)

Son amendement n° 15 rectifié (possibilité d'adhésion automatique, sauf déclaration contraire, aux plans d'épargne pour la retraite collectifs) : devenu sans objet (p. 5116)

**Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)**

Son intervention (p. 5190)

*Thèmes :*

Impôts et taxes : revenus financiers (p. 5191)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : financement (p. 5191)

**Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)**

*Article 1er précédemment réservé (principes des politiques d'insertion)*

Son intervention (p. 5294)

*Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)*

Ses amendements n° 378 et 379 (p. 5354 et s.)

Ses interventions (p. 5358, 5397 et s.)

Son amendement n° 381 (p. 5374)

Son amendement n° 382 : adopté (p. 5397)

Son amendement n° 396 : adopté après modification (p. 5400)

Son amendement n° 419 : adopté après rectification (p. 5400)

Son amendement n° 395 (p. 5402) : adopté après modification (p. 5403)

*Après l'article 3*

Intervient sur l'adt n° 417 précédemment réservé de M. Michel Diefenbacher (rapport relatif à la mise en œuvre d'un service informatisé de déclaration sociale nominative) (p. 5412)

*Article 4 précédemment réservé (dispositions de coordination dans le code de l'action sociale et des*

*familles et réforme du régime de réservation de places de crèche pour les enfants des bénéficiaires de minima sociaux)*

Son amendement n° 397 : adopté (p. 5413)